

L'Europe devrait sanctionner l'industrie nucléaire russe - maintenant

mercredi 26 octobre 2022, par [SLIVYAK Vladimir](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2022).

L'industrie nucléaire russe a une fois de plus réussi à éviter d'être incluse dans la dernière série de sanctions de l'UE - la huitième consécutive à contourner cette question vitale, dans une apparente reconnaissance du fait que la dépendance de l'Europe vis-à-vis du combustible nucléaire russe ne peut être facilement réduite.

Depuis le début de la guerre en février, les médias se sont tellement focalisés sur les combustibles fossiles russes, en particulier le gaz naturel, qu'ils ont complètement évité toute discussion sur la dépendance nucléaire de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Cependant, le sujet ne peut plus être ignoré sans risque.

Le Kremlin a déjà gagné plusieurs centaines de milliards de dollars depuis le début de l'année en vendant des combustibles fossiles à l'Europe, un matelas financier qui a permis à Moscou de financer son horrible guerre en Ukraine. Si l'Europe est moins dépendante de la Russie pour l'approvisionnement de son secteur de l'énergie atomique que pour celui des combustibles fossiles, la dépendance de l'industrie européenne de l'énergie atomique vis-à-vis du combustible nucléaire russe est aussi surprenante qu'alarmante.

De nombreux efforts ont été déployés pour sevrer l'Europe des combustibles fossiles russes, le temps étant compté, Bruxelles cherchant à réduire les flux de revenus lucratifs de Moscou aussi rapidement et aussi complètement que possible. Toutefois, l'industrie nucléaire russe n'a pas encore fait l'objet de tels déploiements.

Les ventes de combustible nucléaire russe à l'UE rapportent beaucoup moins au Kremlin que ses exportations de combustibles fossiles, et certains hommes politiques occidentaux ont utilisé ce fait pour justifier le manque de détermination de l'UE à sanctionner l'industrie nucléaire de Moscou. Mais le montant que cette industrie rapporte aux coffres du Kremlin n'est plus d'actualité, car la dépendance de l'Europe à l'égard de l'industrie nucléaire russe est devenue un problème de sécurité plus que financier.

Dix-huit réacteurs nucléaires russes sont en service dans l'UE : en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie, en Bulgarie et en Finlande. La Russie fournit le combustible nucléaire dont ils ont besoin et il n'existe pas d'autre fournisseur. En outre, l'agence russe de l'énergie atomique Rosatom fournit de l'uranium à la société française Framatome, qui exploite une installation de combustible nucléaire dans la ville allemande de Lingen. Malgré les protestations contre la poursuite de la livraison d'uranium russe le mois dernier, le propriétaire de l'installation a déclaré qu'il continuerait à travailler avec la Russie - et le gouvernement allemand a admis qu'il était impuissant à l'en empêcher.

Framatome fournit du combustible nucléaire à presque tous les pays d'Europe occidentale dotés d'un secteur nucléaire. Au total, la Russie fournit 20 % de l'uranium consommé en Europe. Presque

la même quantité provient du Kazakhstan, où la production d'uranium reste effectivement sous le contrôle de Moscou.

La France n'a pas fait un seul geste pour limiter sa coopération avec Rosatom, qui va bien au-delà de la simple production de combustible. Les turbines Arabelle de fabrication française, ainsi que les systèmes d'instrumentation et de contrôle produits conjointement par Siemens et Framatome, qui sont essentiels pour les nouveaux réacteurs nucléaires, sont toujours disponibles pour les clients russes. La Hongrie prévoit de construire deux nouveaux réacteurs nucléaires russes et utilisera ces composants si son projet se réalise. Dans ce cas, c'est la Russie qui est dépendante de l'Europe, et non l'inverse - mais aucune sanction ne s'applique encore.

L'attitude de la Russie à l'égard de l'énergie nucléaire a été clairement démontrée par l'occupation de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporizhzhia, où les forces russes ont pris en otage le personnel local. La centrale elle-même est devenue un instrument de guerre, mettant l'Europe au bord d'une nouvelle catastrophe nucléaire potentiellement plus dangereuse que Tchernobyl.

Si la guerre sanglante et barbare de la Russie en Ukraine nous apprend quelque chose, c'est que le président russe Vladimir Poutine est hors de contrôle et que négocier avec lui est intrinsèquement vain. Quiconque dépend d'une manière ou d'une autre de la Russie peut être sûr que Poutine trouvera un moyen d'utiliser cette dépendance à son avantage.

En maintenant leur dépendance nucléaire vis-à-vis de la Russie, les pays européens commettent une très grosse erreur. Ils semblent croire qu'ils peuvent trouver un moyen de traiter avec Poutine pour s'assurer de nouveaux approvisionnements nucléaires.

Mais Poutine n'est pas le Père Noël et Rosatom n'a pas été créé pour servir l'Europe. C'est le bras géopolitique du Kremlin - c'est pourquoi tous ses contrats étrangers pour de nouveaux réacteurs, y compris l'accord en Hongrie, sont payés par les coffres de l'État russe. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'industrie nucléaire russe a en fait été conçue pour affaiblir l'Europe et l'amener sous l'influence de la Russie.

Sevrer l'Europe de sa dépendance à l'égard de l'industrie nucléaire russe sera une lutte et ne se fera pas tout seul. Mais choisir d'ignorer une menace évidente pour la sécurité dans un secteur aussi sensible que l'énergie nucléaire serait extrêmement risqué. Les gouvernements européens doivent agir.

Vladimir Slivyak is co-chairman of Russian environmental group Ecodefense and laureate of the Right Livelihood Award 2021.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

The Moscow Times

<https://www.themoscowtimes.com/2022/10/22/power-cuts-across-ukraine-after-fresh-russian-strikes-a79163>